

LE MOUVEMENT PROFESSIONNEL EN BULGARIE

Contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays, la formation du parti social-démocrate, c'est-à-dire de l'organisation politique du prolétariat en Bulgarie, précède celle des syndicats ouvriers. Bien plus, les syndicats se sont formés chez nous, grâce à l'initiative et avec le concours direct du parti prolétarien.

Les syndicats ouvriers locaux formés dans la période de 1894 à 1903, s'unirent en 1904 en une Union Syndicale Ouvrière Générale qui établit, dès son origine, les liens d'idées et d'organisation les plus étroits avec le parti social-démocrate (les socialistes étroits) et représente l'organisation économique du prolétariat bulgare.

Les tâches de l'Union Syndicale Ouvrière Générale peuvent être formulées d'après la dernière rédaction de ses statuts, de la façon suivante:

«L'Union Syndicale Ouvrière Générale s'assigne pour but d'unifier le mouvement ouvrier syndical sur la base de la lutte des classes, et de le préparer au rôle qu'il doit remplir dans la lutte pour l'abolition de l'exploitation capitaliste, au moyen de la prise du pouvoir politique et de l'établissement de la dictature du prolétariat, ainsi qu'à la socialisation de la propriété privée et qu'à l'organisation socialiste de la production et de la répartition». Il est encore dit:

«L'Union Syndicale Ouvrière Générale reconnaît deux formes de la lutte des classes: la forme économique et la forme politique. Dans les cas où les intérêts généraux économiques et politiques de la classe ouvrière, ainsi que ceux de sa culture se trouvent en jeu, l'Union Syndicale Ouvrière Générale agit de concert avec le Parti Communiste Bulgare (les socialistes étroits)».

Les liens d'organisation entre l'Union Syndicale Ouvrière Générale et le Parti Communiste Bulgare sont maintenus au centre par le *Conseil général ouvrier* et dans toutes les villes du pays, par les *Conseils ouvriers locaux*.

Le Conseil ouvrier général se compose de membres du Comité Syndical et de membres du Comité Central du Parti. Son but est de prendre l'initiative de toutes les actions communes en Bulgarie pour l'organisation, la direction et l'unification du mouvement ouvrier professionnel, et de poursuivre la réalisation des principes généraux du Parti Communiste Bulgare, en vue de la défense des intérêts généraux du travail dans tout le pays.

Les conseils ouvriers locaux se composent des Comités locaux du parti dans leur entier, ou de leurs représentants et des délégués des sections professionnelles.

Le soviet ouvrier local:

1) Unifie le mouvement professionnel ouvrier local.

2) Se charge de la propagande parmi les ouvriers et les ouvrières; les organise par professions et par entreprises là, où les sections professionnelles n'existent pas encore.

3) Se charge de la répartition rationnelle des forces de propagande conformément aux besoins de toutes les sections professionnelles, ainsi que de la préparation de nouveaux cadres d'agitateurs.

4) Organise le bureau de chômage et représente les syndicats dans les institutions légales du travail et

5) Contribue à la réalisation des principes généraux du Parti Communiste Bulgare sur les lieux.

On peut voir d'après la résolution votée à l'unanimité au Congrès Syndical de l'année dernière, de quelle façon l'Union Syndicale Ouvrière Générale envisage la situation créée par la guerre impérialiste, en rapport avec la révolution prolétarienne mondiale commencée.

Cette résolution déclare textuellement:

1) Le Congrès constate que l'économie et le régime capitalistes sont en faillite complète, et que dans l'avenir, ils seront nécessairement les causes de la dégénérescence physique et morale des masses ouvrières. La vie économique du pays est désorganisée, sans le moindre espoir de renaissance. Le chômage provoqué par cette désorganisation s'accroît et s'aggrave de jour en jour. Le capital financier, grâce aux sociétés actionnaires et aux banques fondées pendant la guerre, devient déjà le maître suprême dans tous les principaux domaines de la production et de l'échange. Dans ces conditions, la lutte des syndicats ouvriers devient de plus en plus vaine; ses chances de succès réel se réduisent au minimum, et les améliorations dans les conditions du travail, fruits de longues années d'efforts, peuvent être réduites à néant. Le prolétariat se trouve actuellement devant la tâche pratique suivante, dont la réalisation directe et urgente est à l'ordre du jour: l'abolition de l'exploitation capitaliste par la prise du pouvoir politique et par la dictature du prolétariat.

2) En acceptant entièrement le programme du Parti Communiste Bulgare, le congrès déclare que les syndicats, tout en ne pensant pas un seul instant à refuser leur appui aux masses ouvrières dans la situation présente, considèrent comme leur devoir suprême de se préparer rapidement et universellement à la réalisation de leurs tâches, la veille de la révolution ouvrière; de grouper sous les drapeaux du Parti Communiste Bulgare, dans le processus même de la révolution et dans la période de transition du socialisme au communisme, toute la masse ouvrière; d'être l'appui des soviets ouvriers dans leur orientation vers la révolution et vers la création du pouvoir soviétique; de participer à ce pouvoir, au contrôle et à la direction de la production et de l'échange; de faciliter la socialisation de la propriété capitaliste privée et l'organisation de la vie économique sur les bases socialistes.

3) Les syndicats professionnels doivent, à cette fin, embrasser les masses, incorporer au plus tôt

dans leurs rangs, en vue de la lutte contre le capital, tous les éléments conscients de la classe ouvrière, en s'efforçant de créer simultanément toutes les conditions indispensables à une parfaite entente dans les entreprises mêmes, entre les ouvriers syndiqués et les groupes ouvriers.

4) Le Congrès considère qu'à l'époque révolutionnaire que nous traversons, l'unification des syndicats et des groupes ouvriers n'est possible qu'à la condition que ces derniers acceptent le principe de la conservation de l'unité révolutionnaire du prolétariat bulgare tout entier, soutenu par le Parti Communiste Bulgare; le congrès s'oppose catégoriquement à toute idée d'un retour possible aux vieilles méthodes et aux vieilles formes d'organisation en faillite, telles que la neutralité, le réformisme et le syndicalisme anarchique.

A l'époque actuelle, lorsque tout ouvrier doit se prononcer sans équivoque pour ou contre la révolution ouvrière, — la neutralité même, sous la forme de la neutralité d'organisation, ne ferait que porter atteinte à l'unité révolutionnaire du prolétariat et rendrait service à la contre-révolution.

5) Le Congrès fait appel aux travailleurs non organisés des deux sexes, à tous les syndiqués non affiliés à l'Union syndicale, pour les engager à accepter cette plate-forme dans son entier, et à rallier, au plus tôt possible l'Union syndicale et le Parti Communiste bulgare pour combattre l'exploitation capitaliste et instituer le communisme, but suprême assigné par l'histoire au prolétariat.

L'Union Syndicale Ouvrière Générale se compose de syndicats déterminés, construits d'après le principe de l'organisation par industrie.

Vers la fin de décembre 1919, on comptait 18 unions syndicales de cette espèce avec un nombre de 31.500 membres, tandis que le 30 avril 1919 il n'y avait que 12.801 membres, et 5.713 membres en tout à la fin de décembre 1918.

Les syndicats les plus puissants au point de vue quantitatif, sont:

Le syndicat des tabacs avec	9.100	membres.
» » » ouvriers du transport avec	6.372	»
Le syndicat des mineurs avec	3.300	»
Le syndicat des ouvriers de fabriques avec	3.280	»
Le syndicat des ouvriers textiles avec	2.100	»

Actuellement, à l'Union Syndicale Ouvrière Générale adhère l'organisation des instituteurs et celle des employés d'Etat; la première compte 1.300 membres et la seconde, 1.200 membres.

A l'heure actuelle, le nombre total des syndiqués affiliés à l'Union Syndicale Ouvrière Générale est de 40.000, dont 5.000 ouvrières.

Le résultat atteint depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment présent peut être estimé, en prenant en considération la désorganisation économique générale, comme assez satisfaisant.

En 1904, les «socialistes larges» (les social-patriotes bulgares) formèrent leur Union syndicale «neutre», qui englobait une partie des ouvriers

qualifiés et des contre-maîtres de certaines industries, principalement de l'industrie domestique (artisans).

■ Son rôle dans le courant de l'année, consistait à tenir sous l'influence «des socialistes larges» une partie des ouvriers, à entraver la lutte des organisations ouvrières professionnelles et à soutenir les patrons. Ce rôle de traître causa sa perte, et actuellement il n'en reste qu'un souvenir. Les groupes ouvriers conservés ça et là passent dans les syndicats communistes et professionnels, et on peut affirmer qu'il n'y a en Bulgarie, en dehors de l'Union Ouvrière Syndicale Générale, aucune organisation ouvrière professionnelle.

La cherté de la vie toujours croissante et la dépréciation catastrophique de l'argent ont voué les masses à une misère définitive. La valeur réelle des salaires ouvriers est très inférieure à celle de l'année 1914. Cette circonstance, jointe au mécontentement général résultant de la situation où se trouve le prolétariat après la guerre, a provoqué de nombreuses grèves.

Pendant l'année 1918 seule, nos syndicats ont dirigé 132 grèves avec 70.000 grévistes, principalement dans les branches de l'industrie des fabacs, des mines, des sucres, de l'industrie textile, etc. Il a été dépensé pour ces grèves un million soixante et onze mille francs de la somme totale (1.271.000 frs.) des frais généraux.

On peut juger de l'importance de ce fait d'après ces données:

Ainsi, par exemple, pendant l'année 1914, nos syndicats n'eurent à diriger que 38 grèves avec 1900 grévistes (les frais s'élevaient à 2.290 frs.) et dans la période de 1904 à 1913—630 grèves avec 32.519 grévistes (frais—70.125 francs).

Ainsi, nos syndicats professionnels ont mené pendant l'année 1919 seule, des grèves plus nombreuses, avec un nombre de grévistes deux fois supérieur et une dépense de 1.200.000 francs de plus que pendant toute la période de 1904 à 1914.

Les grèves actuelles, contrairement à celles des temps passés, sont beaucoup plus longues et plus acharnées, car elles sont dirigées contre des organisations capitalistes plus importantes, soudées par le capital financier, et contre l'Etat lui-même. Il ne s'agit plus aujourd'hui de revendications professionnelles, mais bien d'une question cardinale: à qui doit appartenir le pouvoir politique: à la bourgeoisie ou au prolétariat?

Malgré tout cela et grâce à la solidarité sans exemple des grévistes, grâce à la discipline de fer régnant dans leurs rangs et au large soutien matériel du prolétariat communiste tout entier, ces grèves, à peu d'exceptions près, se sont généralement terminées avec succès, car elles ont eu pour résultat la reconnaissance des organisations ouvrières par la bourgeoisie d'une part, et l'augmentation des salaires de l'autre.

Mais les conditions de la vie changent et empirent si rapidement qu'à peine sortis de quelque grève victorieuse, les ouvriers se retrouvent devant la nécessité de recommencer.

Les faits illustrent notre conclusion théorique, qui dit que dans la période révolutionnaire que nous traversons et au milieu de la désorganisa-

tion économique générale, la lutte professionnelle est éphémère. Les faits prouvent de la façon la plus démonstrative la nécessité de la prise du pouvoir politique et de l'institution de la dictature du prolétariat. Tout notre mouvement professionnel est profondément pénétré par cette idée.

Deux de nos grèves très importantes viennent de se terminer tout dernièrement: la première, contre le trust des fabriques textiles, et la seconde—contre l'union des marchands de tabac. Plus de 6.000 ouvriers et ouvrières ont pris part à ces grèves, et la lutte a duré plus d'un mois avec une discipline et une solidarité exemplaires.

La grève des ouvriers textiles à Slivena s'est terminée avec un succès partiel, et le lockout déclaré par les marchands de tabac aux ouvriers et ouvrières à Plovdiva prit fin, après 45 jours d'une lutte héroïque; en résultat, les organisations des petits patrons n'ont pas atteint le but qu'ils poursuivaient—ils ne sont arrivés ni à détruire, ni à disséminer les syndicats ouvriers.

De toutes les grèves de l'année 1919, la plus importante fut celle des ouvriers du transport; 25.000 cheminots et employés des postes et télégraphes et 8.000 mineurs y participèrent.

Cette grève grandiose a été provoquée par le gouvernement, en rapport avec la démonstration organisée par le Parti Communiste Bulgare contre la cherté de la vie, la spéculation et contre l'appui prêté par le gouvernement bulgare à la contre-révolution russe, le 24 décembre.

Le gouvernement comptait anéantir l'union communiste du transport, débarrasser les voies de communication du pays de l'influence du communisme et écraser, en même temps, le Parti Communiste Bulgare.

Et, en effet, le gouvernement bulgare, soutenu par la bourgeoisie, profita de la grève du transport pour déclarer une guerre en règle à notre mouvement communiste. Les grévistes et le Parti Communiste Bulgare devinrent l'objet des poursuites les plus brutales. Les arrestations, les massacres et même le viol des filles et des femmes des grévistes étaient largement pratiqués par les organes du pouvoir aveuglés de rage et par la garde jaune composée des éléments les plus dépravés, recrutés dans les campagnes.

Jamais encore notre pays n'a vu des représailles aussi éhontées. Une lutte gigantesque s'engagea entre la bourgeoisie bulgare, le gouvernement et tout l'appareil d'Etat et les masses laborieuses des villes et des campagnes dirigées par le Parti Communiste et par l'Union syndicale.

La grève du prolétariat du transport a été également soutenue par une grève politique générale de 7 jours.

La grève du transport, grâce à une solidarité et une discipline extraordinaire des grévistes, a duré 56 jours, après quoi les grévistes durent capituler, car la grève (en qualité de lutte professionnelle) était arrivée au degré où sa continuation devenait absolument inutile, alors que le moment de l'action révolutionnaire n'était malheureusement pas encore arrivé.

La bourgeoisie a vaincu les ouvriers du transport au prix de plus d'un milliard de déficit

pour l'Etat et pour l'économie du pays, mais elle est loin d'avoir réalisé ses desseins contre-révolutionnaires, qui étaient de détruire l'union du transport et d'écraser le mouvement communiste du prolétariat bulgare.

Malgré les lourdes épreuves subies par le syndicat du transport, ce dernier est en train de se rétablir. Cette grève a même effacé définitivement les traces de l'influence des social-démocrates dans les milieux des cheminots et des employés des postes et télégraphes; elle a facilité l'unification de tout le prolétariat du transport sous le drapeau du communisme.

Nous nous servons, avant tout, du mouvement gréviste pour resserrer les masses prolétariennes en une saine organisation révolutionnaire, pour les préparer à la révolution communiste et pour les rendre capables de participer, en toute conscience de l'édification révolutionnaire, à l'organisation de la production, sous la direction du Parti Communiste Bulgare. Nous nous livrons dans ce but à un travail d'éducation incessant. Le Comité Syndical a entrepris l'édition d'une bibliothèque syndicale communiste. Nous avons déjà fait paraître trois numéros de cette bibliothèque, dont le premier contient les thèses du camarade Zinoviev sur les syndicats ouvriers.

Toute notre lutte et toute notre activité ainsi que tout notre mouvement syndical sont profondément empreints de l'esprit communiste. Les organisations professionnelles nourrissent une grande sympathie pour le Pouvoir Soviétiste et un profond estime pour la lutte héroïque du prolétariat révolutionnaire russe.

Ces sentiments à l'égard de la Russie Soviétiste se sont brillamment manifestés une fois de plus au mois de mai, lorsque les ouvriers du port de Bourgas refusèrent d'opérer le chargement d'un vaisseau avec des munitions pour le général Wrangel et les contre-révolutionnaires russes.

Le manifeste du camarade Zinoviev adressé aux syndicats, au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, a été accueilli chez nous avec un véritable enthousiasme.

Nous soutenons chaleureusement l'initiative de la fondation d'une Internationale Syndicale Communiste et nous sommes prêts à en hâter par tous les moyens la réalisation. Nous considérons que l'Internationale Syndicale Rouge doit faire partie de l'Internationale Communiste et qu'elle doit être construite d'après les principes et la tactique adoptés par cette dernière.

Nous n'admettons aucun séparatisme et aucun soutien des anciennes tendances déjà en faillite vers un mouvement syndical autonome.

Tout pour le triomphe de la révolution prolétarienne universelle, tout pour l'édification révolutionnaire de la société communiste!

Et aujourd'hui, en réglant inéluctablement nos pas sur ceux du Parti Communiste Bulgare, nous nous considérons comme une parcelle inséparable de l'Internationale Communiste et nous menons comme telle, la lutte contre le capitalisme et pour le triomphe définitif du communisme.

Par votre entremise, nous envoyons notre salut communiste le plus chaleureux au prolétariat révolutionnaire russe, avec le ferme espoir que bientôt le plus grand ennemi de la révolution prolétarienne—le social-patriotisme—sera définitivement écrasé et que le prolétariat du monde

entier, uni sous le drapeau de l'Internationale Communiste, célébrera sa victoire sur le capital et l'impérialisme.

- DIMITROF.

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ESTHONIE

(Résolutions du Conseil Central des Syndicats de Réval, du 9 septembre 1920).

I.

Le Conseil Central proteste contre l'intolérable régime de persécutions infligé aux représentants de la classe ouvrière esthonienne par les agents du gouvernement.

Il fait appel au prolétariat de tous les pays; il fait appel à l'humanité de tous.

La classe ouvrière esthonienne est mise hors de la loi; ceci à la veille des élections, afin de terroriser les masses ouvrières pour qu'elles n'osent y participer.

Le Conseil Central implore l'Internationale Syndicale, ainsi que les prolétaires anglais, de lui accorder son aide et d'exercer sur les gouvernements du monde civilisé une pression, afin qu'ils fassent cesser les atrocités du gouvernement esthonien.

L'ouvrier esthonien est mis au comble de désespoir par les représailles incessantes du gouvernement.

II.

Aux syndiqués de Réval! Aux ouvriers de Réval!

Camarades, c'est à un moment extrêmement pénible que le conseil reprend son activité, suspendue par force majeure. De nombreux militants nous manquent; les uns sont dans les prisons ou dans les camps de concentration les autres sont expulsés d'Esthonie.

Ces persécutions, ainsi que la suspension de l'activité des syndicats de transports et des postes et télégraphes, nous prouvent une nouvelle fois, que l'action syndicale ne saurait se borner à la lutte économique.

La majorité de la classe ouvrière est privée du droit de grèves.

Les cheminots, les employés de postes, les ouvriers des fabriques de gaz, etc..., tombent sous la juridiction des tribunaux militaires et sous le coup de la peine de mort, en cas de grève pour l'augmentation des salaires.

En réalité, la classe ouvrière tout entière est privée du droit de grèves. La grève du mois d'août a bien prouvé que les ouvriers des autres entreprises étaient également expulsés, arrêtés et fusillés, bien que les grèves dans leurs industries ne fussent pas officiellement interdites. Les organes gouvernementaux prêtent leur appui à tout exploitateur. C'est par les moyens politiques, que la classe ouvrière doit lutter contre cette oppression politique.

Les syndicats doivent user de toutes les armes de la lutte politique, qu'il s'agisse de la presse ou des élections aux Assemblées d'Etat. A la classe des exploitateurs et à son gouvernement infâme, notre classe exploitée doit opposer la politique consciente de ses organisations.

La répression de la dernière grève pour l'augmentation des salaires a mis la classe ouvrière dans une situation intolérable. Les ouvriers sont voués à la misère, tandis que les spéculateurs jouissent de la liberté de spéculation. Les amendes infligées aux spéculateurs n'étaient que des mesures hypocrites contre la cherté de la vie; en abolissant même ces mesures piteuses et insuffisantes, le gouvernement prouva clairement qu'il est avec les tripoteurs et les spéculateurs.

En augmentant le prix du pain, le gouvernement a fait gagner aux exploitateurs 100.000.000 de roubles, au moment où toute la classe ouvrière était vouée à la famine et à la mort.

Le Conseil Central des syndicats est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires, pour améliorer les misérables conditions du travail faites aux ouvriers.

Le Conseil Central est prêt à entrer en pourparlers avec le patronat sur la question d'augmentation des salaires.

Le Conseil Central met les ouvriers en garde contre les illusions, quant à l'issue de ces pourparlers; nous n'y serons pas traités en égaux, mais en adversaires terrassés, ayant les bras et les jambes liés.

La classe capitaliste n'ignore pas que tout l'appareil étatique ne sert qu'à la défense de ses intérêts et de sa bourse; elle sait bien que Jan Tenisson est son serviteur fidèle. La classe capi-